

justesse, il faut reconnaître des avantages dans le traité, et attendre que le texte complet et définitif soit donné, surtout que le gouvernement explique, s'il y a lieu, les incidents de la négociation, et les circonstances qui peuvent en effet faire considérer cette convention nouvelle comme ce que nous pouvons espérer de moins défavorable.

Un même eu de très-grands bruits, d'après lesquels quelques circonstances, notamment le discours de M. Dupleix, appelaient la Prusse une caserne et les Allemands des barbares, avaient tellement compliqué la situation, que le président de la République a dû conjurer ces embarras, en acceptant une conclusion moins heureuse que celle sur laquelle il comptait d'abord. Je n'ai pas besoin de répéter que je vous donne ceci comme symptôme du désenchantement qu'a produit le traité, et nullement comme une assertion sérieuse.

Un hanquet a été donné hier aux trois nouveaux élus républicains, et ce banquet a donné lieu à plusieurs discours. Celui de M. L. Blanc était remarquable : on a vu à regretter peut-être une ou deux réflexions légèrement amères sur la part prise à la révolution par les républicains avancés contrastant avec le peu de part qui leur a été faite au pouvoir. C'est ce qui a donné occasion de répandre le bruit que le discours de M. L. Blanc était, dans le texte oral, empreint de peu de bienveillance pour le président de la République, et que sur le conseil de M. Langlois et d'un ou deux membres du conseil de l'extrême gauche, le texte imprimé avait été fort adouci. Pour qui connaît l'esprit modéré et — au besoin — l'abnégation de M. L. Blanc, un démenti même à ce bruit, évidemment faux, est de trop. M. Bani, le nouvel élu, a fait entendre de son côté d'excellentes paroles.

Mais ce qui a produit encore bien autrement d'effet que les manifestes radicaux, c'est la lettre de M. Cuvillier-Fleury, adressée au *Journal des Débats*, et approuvant sans réserve l'attitude prise par M. John Lemoinne au même journal.

Jusqu'à présent on avait considéré M. Cuvillier-Fleury comme ne pouvant guère s'affranchir en politique des inspirations du duc d'Aumale, ou tout au moins d'une communauté d'idée avec les princes d'Orléans. Il faudrait donc, dans ce cas, supposer à M. Cuvillier-Fleury, dont l'honorabilité personnelle n'a pu jamais être mise en doute par personne, à vouloir purement et simplement déguiser sa situation personnelle et conserver pour lui le droit et l'honneur de travailler au *Journal des Débats* où il a conquis, comme on sait, ses titres académiques.

La lettre de M. Cuvillier-Fleury a été écrite à propos d'une rectification qu'il envoie à son ancien ami, M. Duvergier de Hauranne, à propos d'une attaque que celui-ci a dirigée contre lui dans le dixième et dernier volume de son *Histoire parlementaire*. Pour ceux que cette attaque pourrait étonner, il faut rappeler que M. Duvergier de Hauranne, reçu à l'Académie par M. Cuvillier-Fleury, n'avait été apprécié qu'avec beaucoup de réserve et de froideur dans les discours académiques de son confrère.

La mauvaise humeur des journaux qui représentent la politique du centre droit fait assez comprendre l'importance de la lettre de M. Cuvillier-Fleury. La tactique de ces journaux est de demander à la majorité du gouvernement est difficile ; ils oublient que ce gouvernement est absolument homogène, l'exercice en serait absolument impraticable, ne fût-ce que huit jours, à une Assemblée composée d'éléments contradictoires et, franchement le mot, hostiles entre eux.

A propos de manifestes, un fait bien intéressant se produit. Le comte de Chambord, au lieu d'adhérer au programme de la droite, va faire publier le sien dans les journaux légitimistes, et ce programme, sauf l'indépendance qu'il est vrai, apporte un singulier correctif à toutes les idées libérales, attendrissant même qu'on ne pourrait en attendre beaucoup de la République la plus démocratique.

Ce programme, qui est tout un projet de Constitution, admettrait sur cette base de la monarchie héréditaire, le suffrage universel, le contrôle des Chambres, la liberté de cultes, l'indépendance réciproque des Eglises et de l'Etat, la liberté d'enseignement, la liberté devant la loi, le libre accès de tous les mérites à tous les emplois, la liberté d'association pour les ouvriers, la formation de syndicats d'ouvriers pour entrer en relations avec les syndicats des patrons, etc.

On annonce que le général Trochu donne sa démission ; quatrième élection à faire au Corps-Législatif. M. Ad. Guérault, l'honorable rédacteur en chef de l'*Opinion nationale*, avait été admis à développer devant la commission d'initiative de l'Assemblée un projet de loi électorale et de vote obligatoire. Une nouvelle crise de la maladie dont souffrait l'écrivain s'est estimée à empêcher cette communication, mais pour peu de temps, cette crise n'ayant pas de gravité.

Les bruits les plus extraordinaires courent à propos des affaires d'Espagne. On prétend que l'armée étant trop alphonse, le roi Amédée s'appuierait exclusivement désormais sur 5,000 gardabulles qui seraient en Espagne et sur la garde nationale. Le bruit court également qu'il irait faire une visite à la reine de Portugal, nouvelle qui, dans les circonstances actuelles, semble bien hasardeuse.

Un duel a dû avoir lieu encore aujourd'hui dans l'après-midi à la suite d'une affaire dont je vous ai parlé : une réclamation fort vive du général Bordon contre un article de la *Patrie*. La rencontre a lieu entre M. Ordinaire, un des envoyés du général, et M. Cavalier, auteur de l'article qui a donné lieu aux réclamations. Les témoins du rédacteur de la *Patrie* sont MM. Rogat et Lamoignon-Rolland ; ceux de M. Ordinaire, M. Delpech et un officier d'artillerie.

Un moment où à la Chambre et dans la presse on réclame une enquête sur le rôle de notre flotte dans la mer du Nord pendant la guerre de 1870-71, un nouveau volume de M. Félix Julien : *L'Amiral Bouët-Willaumez et l'expédition dans la Baltique*, paraît à propos chez l'éditeur Henri Plou.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Versailles, 1^{er} juillet.
Tout s'écroule aujourd'hui devant la préoccupation principale : la lecture du message et les conditions d'évacuation du territoire. On croit que la lecture du message aura lieu au commencement de la séance ; je vous laisse à penser si on se précipite.

En dehors du message, on parle encore de la séance d'avant-hier qui a consacré l'évacuation de l'Assemblée en matière économique et de la portée sera considérable. Je vous le répète, MM. Magné et Rouher ont pris position. Sur la question politique on ne les écoute jamais et s'ils croyaient pouvoir s'appuyer sur leurs succès de samedi pour essayer, ils verraient promptement que sur cette Assemblée il n'y a rien à entreprendre. Mais sur la question économique, leur autorité est fondée et ils peuvent, s'ils savent s'y borner, exercer une grande influence sur l'Assemblée, droite et gauche.

M. Bocher aussi a bien parlé avant hier et ce n'est une occasion de rectifier vos compositions qui ont mis son discours au compte de M. Rouher.

En séance d'abord, lecture d'une lettre du général Trochu qui donne sa démission.
Puis, M. Gaslonde ouvre la discussion. Il ne croit pas que le débat puisse s'ouvrir utilement à propos de l'impôt sur le chiffre des affaires avant qu'on ait examiné celui sur les matières premières. Il invite donc le gouvernement à donner des explications sur le produit probable de ce dernier. La Commission et le gouvernement ne sont pas d'accord.

Le gouvernement soutient que les matières premières donneront 93 millions, la commission conteste ce chiffre et estime pas à plus de 15 millions le produit de cet impôt. Il faut donc qu'on s'explique et, de part et d'autre, on apporte des preuves.
Thiers monte à la tribune.
« Je ne m'attendais pas, dit-il, à ce que cette question fut posée aujourd'hui. Si j'avais pu prévoir que

ce débat s'ouvrirait, j'aurais apporté des documents qui constituent la preuve la plus concluante.

« Ces documents, j'ai fournis en temps opportun, mais dès à présent j'affirme que les droits sur les matières premières donneront immédiatement un produit de 42 millions.

« Après la dénonciation définitive ou la modification des traités avec l'Angleterre et la Belgique, on pourra percevoir 18 millions de plus.

« Il reste 33 millions pour parfaire le chiffre de 93,000,000 annoncé par le gouvernement. Sur ces 33 millions, je ne serai pas aussi affirmatif, je ne garantis pas, mais j'espère qu'on pourra les percevoir aussi quand nous aurons terminé les négociations entamées avec diverses puissances. Tous les traités nous laissent la faculté d'augmenter les droits, à la condition que cette augmentation ait seulement un caractère fiscal et non protectionniste. Il faut donc examiner l'impôt sur le chiffre des affaires pour lui-même et non par comparaison.

M. Baragnon succède à M. Thiers.
M. Baragnon qui, comme vous savez, avait, en janvier dernier, apporté à la tribune l'adhésion de la droite à l'impôt des matières premières, fait maintenant son évolution vers l'impôt sur le chiffre des affaires et veut absolument que la question se juge aujourd'hui même ; qu'on sache positivement si les matières premières rapporteront 40 millions ou non. M. Baragnon parle avec beaucoup de feu et somme pour ainsi dire M. Thiers de s'engager dans le débat. Il y parvient, d'ailleurs, car voici au coup de 3 h. 1/4 M. Thiers à la tribune.

Mais M. Thiers, qui vraisemblablement a disposé autrement aujourd'hui de la journée parlementaire, cherche à se dérober ; et je suis prêt à soutenir et à prouver, dit-il, mais pas aujourd'hui, parce que je n'ai pas les documents... On lui crie à droite : « Envoyez-les chercher ! »

— Je demande la parole, s'écrie M. de Kerdrel. Dédicé à la droite et des intentions. La droite est très-mystérieuse et très-conspicue depuis quelques jours. M. de Kerdrel monte à la tribune. Il en est renvoyé par M. Cordier qui probablement avait la parole avant lui. M. Thiers y reparait.

« Voulez-vous perdre la discussion, la conduire sans ordre et sans principe ? » A peine il est descendu que M. Rouher s'élance. Mais M. Cordier lui coupe la parole. C'est pour conclure comme le gouvernement à la remise à demain de la discussion. De ce moment l'Assemblée a bien compris qu'un intérêt politique se cachait sous l'insistance des ennemis du gouvernement. En effet, outre la lecture des conditions de la convention avec l'Allemagne pour l'évacuation, on parle pour aujourd'hui de la présentation de l'emprunt par M. de Goulard, si rien ne vient entraver les intentions du gouvernement. Quand après le départ de M. Cordier, M. Rouher se présente à nouveau, la gauche demande la clôture ; mais M. Rouher persiste, la droite le soutient et il triomphe enfin.

« Je ne veux pas discuter », dit-il. Mais en attendant il contredit les affirmations de M. Thiers ; conteste que les traités de commerce existants nous permettent d'imposer les matières premières ; il conteste toutes les affirmations de M. Thiers en général, produit un document émanant de la commission des tarifs qui n'a pas été communiqué à la Chambre, et nie enfin que les matières premières puissent nous donner les 40 millions annoncés.

Retour de M. Thiers à la tribune. Oh... la droite et le centre droit (qui, d'ailleurs, ont tenu samedi soir une séance importante jusqu'à une heure du matin), la droite et le centre droit ont les intentions les plus arrêtées. On interrompt M. Thiers ; M. de Gavardie s'élance ; M. Malarte demande la parole ; les bonapartistes interrompent. M. Thiers, qui tâche de garder la modération, qui semble être résolu à ne pas se laisser emporter, s'empare pourtant comme on s'écarterait du groupe bonapartiste : « L'impôt des matières premières serait funeste pour la France... » « La France s'écarterait-elle avec empressement, ce n'est pas moi qui l'ai perdue ! » Tumulte à la suite ; la droite et le centre droit grondent sourdement ; la gauche applaudit M. Thiers.

M. Thiers d'ailleurs réitère dans le débat économique et on sait parfaitement combien la situation est fautive ; car, on applaudit à gauche pour faire échec à la droite, mais non pour soutenir les arguments du Président.

Evidemment, il s'agit pour la droite de faire s'emporter M. Thiers, et pour M. Thiers de faire de la question économique une question politique, une question bonapartiste.

M. de Francieu pgrait à la tribune un papier à la main. Mais la gauche ne veut pas l'entendre et le président lui fait observer qu'il n'a pas droit à la parole. M. Rouher cependant triomphe de tout.
« Il y aurait injustice, dit-il, à ne pas me permettre de m'expliquer sur un point. M. le président de la République m'engage à ne pas prendre la responsabilité de l'interprétation des traités de 1860. Je prends au contraire la responsabilité de ces traités et, en les interprétant comme je le fais, je crois faire encore du bien à mon pays.

Explosion à gauche. Il est impossible de vous dépeindre le tumulte, la mêlée. Divers députés de la gauche se sont débattus interpellant l'orateur. La droite et le centre droit, une partie même du centre gauche restent dans une immobilité entière et menaçante ; et comme le bruit continue pour empêcher M. Rouher de parler, M. Malarte mène s'écrie : « Parlez ! Le bien du pays n'est pas le monopole d'un parti ! » Enfin M. Grévy s'en mêle, la position est vraiment difficile, est-il besoin de vous l'expliquer ? La majorité de l'Assemblée veut écouter M. Rouher, c'est bien évident et c'est une minorité qui fait du bruit.

« J'ai donné la parole à M. Rouher pour un fait personnel, dit-il, et je la lui maintiens.

Enfin on entend quelques paroles de M. Rouher, mais elles sont tellement interrompues qu'il est impossible de suivre. M. Rouher, certainement, justifie les traités de 1860. Il descend enfin de la tribune.

Cela finira-t-il ? On se le demande, et pourtant, M. de Rémusat, au pied de la tribune, agite désespérément un grand papier : c'est la convention. Ah ! bien oui ! la convention ! Les passions sont tellement soulevées qu'on n'en prend plus garde.

M. Pouyer-Quertier a pris d'assaut la tribune. Il parle, on n'entend rien. Alors M. Grévy lui fait observer que M. de Rémusat attend.

Et M. de Rémusat lit : « Voici le texte de la convention que nous venons de conclure avec l'empereur d'Allemagne. »

« Ecoutez M. Rouher ! » s'écrie à gauche M. Laurent Pichat, et cette parole fait en ce moment un formidable effet.

M. de Rémusat continue... « et des conditions d'évacuation du territoire. »

« Ecoutez M. J. Favre, » s'écrie à droite M. Prax-Paris.

Et tumulte effroyable. Enfin M. Grévy rétablit le silence.
M. de Rémusat lit. Le commencement du document pose la situation et rappelle l'état de choses créé par les préliminaires de Versailles et le traité de Francfort.

« La libération du territoire, messieurs, est donc liée à notre libération financière. Le jour où les trois milliards seront payés, l'évacuation étrangère cessera. »

Après un demi-milliard, la Marne et la Haute-Marne seront évacuées. « Mais le télégraphe vous portera, évidemment, les conditions du traité avant que la poste ne vous porte cette lettre. Je lui laisse donc la parole.

Le texte du traité et les considérations dont il est accompagné sont suivis d'un projet de loi, qui, par l'article unique autorisé en pareille matière, ratifie la convention.

Puis la question se pose de savoir quand aura lieu la réunion des bureaux pour la nomination des commissaires. Sera-ce demain, ou après-demain ? L'Assemblée décide que ce sera demain.

Et la séance est un moment suspendue. On commente la convention. D'une part, l'évacuation aura lieu après le paiement du second milliard ; mais, de

l'autre, l'occupation se prolongera jusqu'en 1875, à moins que les garanties offertes par la France pour le troisième milliard ne soient agréées par l'Allemagne, ce qui nous laisse toujours entre ses mains. Une clause avec cela blesse profondément l'Assemblée : celle qui nous interdit de construire des fortifications sur les territoires évacués. En somme, on accueille tristement ce traité trop annoncé pour les espérances qu'il réalise. — Quel ! dit-on, une année de plus d'occupation ? Mais pourquoi ? Les sages font observer que cela donnera plus de temps pour le placement de l'emprunt ; un emprunt de 3 milliards si brillamment qu'il s'annonce est difficile à réaliser. Il y a toujours un peu d'inconnu. Si comme on a tout lieu de l'espérer, il se place vite, eh bien ! on anticipera les paiements. La clause qui porte que le corps d'occupation restera, mais ne diminuera pas son effectif, semble aussi bien dure. Enfin, enfin, je vous le répète, on est fort triste. Il est impossible à l'Assemblée de refuser le traité, car on sait que MM. Thiers et de Rémusat ont surtout lutté sur deux points : celui de la diminution de l'effectif et celui de l'évacuation totale après le paiement du troisième demi-milliard, et qu'ils n'ont rien pu obtenir. On ne leur en veut donc pas ; mais on regrette que ce traité ait été d'avance annoncé comme une sorte de victoire.

L'émotion est si vive qu'on ne peut continuer la séance qui forcément est levée avant cinq heures.

Cette séance, courte et violente, bruyante, fiévreuse, retient aux mains de M. de Goulard la présentation de l'emprunt, si son intention était effectivement de le présenter aujourd'hui, comme l'affirmaient des gens en position d'être très-bien informés.

Dans tous les cas, je ne crois pas que le dépôt du projet de loi soit dérogé et que l'émission tarde plus que celui de la fin du mois ou les premiers jours d'août. Et pourquoi retarder-on l'émission ? Tout est prêt, les capitaux attendent ; la faveur publique est prête à accueillir l'opération et, quant à la Banque, ses dispositions sont excellentes.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Marseille, 29 juin.

Les journaux anglais, et notamment la *Pall Mall Gazette*, ont publié naguère quelques articles dans lesquels l'avenir de Marseille et sa situation commerciale sont appréciés d'une façon très-inexacte. Si l'on en croyait les feuilles d'outre-Manche, notre ville serait en pleine décadence et les étrangers ne trouveraient plus en arrivant chez nous que des tableaux désolés ; l'herbe croîtrait dans nos rues, nos maisons seraient inhabitées, nos docks déserts et nos navires désarmés.

Cette version inspirée, sans doute, par les ennemis de la République, furieux de voir qu'il est possible au commerce de prospérer sous un régime qu'ils abhorrent, est complètement dénuée de fondement.

Il est évident que les incertitudes de la politique économique ont ralenti le mouvement commercial. Il est certain que la dernière guerre, en interrompant nos communications avec les pays du Nord, a diminué le nombre habituel de nos visiteurs, pendant une assez longue période. Mais aujourd'hui tous ces vides sont remplis et en voyant nos quais si mouvementés, nos promesses si fréquentes, on se demande avec étonnement à quelles sources le correspondant d'un journal aussi sérieux que la *Pall Mall Gazette* est allé puiser d'aussi fautive informations.

Nos voisins veulent par là favoriser Brindisi qu'ils patronnent ; mais il s'en faut que cette ville italienne puisse détrôner Marseille et il s'écoulera de longs jours avant que l'herbe croisse dans nos rues et sur nos quais.

Je n'en veux pour preuve que l'accroissement de la population constaté par le recensement auquel il vient d'être procédé. Marseille possède aujourd'hui trois cent deux mille habitants, sans compter les étrangers toujours fort nombreux qui traversent notre ville. Il y a loin de là à la dépopulation dont parlent les journaux anglais qui voudraient faire passer notre ville pour une nécropole.

Les rumeurs continuent à courir la presse républicaine. L'autorité militaire, non contente de servir l'*Equité*, vient d'interdire au journal le *Midi* le droit de vente sur la voie publique. C'est un article intitulé : *Le Foc et l'Uniforme*, qui a valu au *Midi* l'interdiction que je vous signale. Et cela parce que cette mesure est ordonnée sous réserve des poursuites judiciaires dont ce journal peut être ultérieurement l'objet. L'arrêté est signé Espivent de la Villehervais.

Il n'y a plus à présent, dans les Bouches-du-Rhône, qu'un seul journal avancé qui jouisse du droit de vente ; c'est le *National* qui se publie à Aix et qui ne paraît qu'une fois par semaine.

A la suite de cette interdiction, le général Espivent est parti pour Versailles mandaté par le ministre de la guerre. Mais on dit que c'est pour détails de service relatifs à l'inspection des troupes que notre commandant de l'état de siège a été appelé par M. de Cissey.

La commission d'enquête sur les marchés fait prendre depuis quelques jours des renseignements sur les opérations accomplies sous l'administration de M. Gent et de M. Esquiros. Des questionnaires ont été adressés à nos courtiers patentés, mais ceux-ci n'ont pu donner aucun détail, et cela pour une excellente raison : c'est que les courtiers patentés n'ont traité aucune affaire pour le compte de la préfecture. La commission, peu satisfaite de cette réponse, a envoyé alors un inspecteur des finances qui s'est installé à la trésorerie générale où il contrôle tous les paiements effectués sous le régime de la défense nationale. Ce délégué s'entoure du plus grand mystère et nul ne sait si ses recherches ont abouti.

Les feuilles cléricales ont très-aimablement reproché à notre édition de n'avoir pas allumé le feu de la Saint-Jean. Les pieux organes prétendent que c'était là un usage immémorial, très-populaire, et dont on a eu grand tort de se départir. Mais ces journaux ne disent pas que la ville a été condamnée à payer, la semaine passée, une somme de 3,000 francs, à une dame qui avait été blessée à l'œil droit, il y a deux ou trois ans, par une fusée du feu d'artifice de la Saint-Jean. Avec les charges qui pèsent sur notre budget municipal, il n'y a pas de petites économies et la population marseillaise ne tient pas, autant qu'on veut bien le dire, à voir brûler des sarments et des chanclères romaines.

C'est le 15 octobre prochain que commenceront les cours de notre école supérieure de commerce. Tout le monde applaudit à cette création, mais on s'accorde communément à regretter que les hommes compétents n'aient pas été consultés et que le conseil d'administration soit presque entièrement composé de réactionnaires, d'hommes ennemis du progrès.

Nos commerçants notables sont en train de voter pour élire les membres de la chambre de commerce. Le dépouillement aura lieu dans la nuit, et le télégraphe vous en fera connaître demain le résultat.

Vous savez que les principaux accusés de la bande de la *Taite* étaient pourvus en cassation contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation qui les a renvoyés devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Le pourvoi a été rejeté, et les accusés comparaitront jeudi prochain 4 juillet. Il y aura dans cette affaire plus de 140 témoins et le jury devra répondre à 750 questions de vols et d'assassinats. Les accusés sont au nombre de quatorze, et parmi eux se trouvent trois femmes qui ont participé à presque tous les crimes.

(Correspond. judiciaire de l'Indépendance belge.)

Versailles, 1^{er} juillet.

Affaire Philippe. — Les incendies de Bercy. — Trois condamnations à mort. — Assassinat de la place de la Roquette. — Condamnation à mort d'une femme.

Si Bercy tout entier avec ses immenses entrepôts n'a pas brûlé le 23 mai, c'est ce qu'on ne s'explique

pas facilement ; la marie et l'église ont seules été complètement incendiées. Il était un homme qui avait juré de brûler tout Bercy, comme il l'espérait qu'on brûlerait Paris entier ; cet homme, c'était Philippe, membre de la Commune. Seulement, au dernier moment, il s'enfuit et malgré les immenses préparatifs qui avaient été faits, l'incendie fut circonscrit ; un des pompiers qui étaient venus pour éteindre le feu paya de sa vie son dévouement à la chose publique.

Philippe a été poursuivi pour banqueroute frauduleuse. Il était membre du comité de la rue d'Alger lorsqu'il devint membre de la Commune ; il était en même temps chef du 56^e bataillon et maire de Bercy. C'est en cette dernière qualité qu'il a réquisitionné le pétrole et les matières inflammables qui se trouvaient à la gare de Lyon. Comme l'employé du chemin de fer réclamait un reçu, il faillit être fusillé.

Le terreux était tenu à Bercy que bien que les habitants fussent convaincus, en voyant passer les canons de pétrole, que leur commune était détruite, ils n'osaient résister. Philippe ne s'en cachait pas ; il disait que des marches de la mairie il détruirait lui-même Bercy. Je vous ai dit, dit-il, mais je ferai sauter le quartier. Bercy passait en effet pour être un nid de réactionnaires.

A l'audience, Philippe se montre très-arrogant. Il traite volontiers les témoins de mouchards. Il reconnaît toutefois avoir réquisitionné du pétrole, mais c'était, dit-il, pour l'emménagement et prévenir des accidents. On crut bien faire en faisant de l'église un entrepôt ; ce serait donc par accident que l'église aurait été incendiée. Pour la mairie, l'explication est moins facile.

Une foule de témoins déclarent que Philippe était présent lorsqu'on a apporté à la mairie le pétrole et les cartouches.

L'accusation relève en outre à sa charge des faits d'arrestation, d'assassinat et de pillage. Les maisons religieuses de la rue Picpus ont été envahies, pillées. Les religieux ont été conduits en prison. Quatre d'entre eux ont été au nombre des victimes massacrées rue Haxo. Philippe a personnellement insulté les religieuses de la communauté dite des Dames-Blanches arrêtées au nombre de 85. Il a lui-même conduit en prison une jeune novice qui se trouvait dans cette communauté.

A côté de Philippe est un nommé Eugène Pontillon, qui le rapport représente comme très-dangereux ; s'il n'a pas été poursuivi plus tôt, c'est qu'on le croyait fusillé et qu'il se cachait. C'est lui qui aurait le premier mis le feu à la mairie de Bercy et aux maisons du passage Coppe. Il se vantait, du reste, d'avoir mis le feu au ministère des finances. Il prétend aujourd'hui qu'il n'avait d'autres attributions que de enregistrer les décès.

Lenotre, troisième accusé, est représenté comme un homme violent et inflexible qui a servi autrefois dans le 9^e de ligne. Nommé capitaine sous la Commune, il s'installa au commissariat de police de Bercy fit crocheter tous les meubles et enleva 575 fr. en argent. Il s'est montré particulièrement cruel envers les dames du couvent des Dames-Blanches ; comme l'une d'elles lui reprochait le sacrilège qu'il commettait en brûlant la bibliothèque et en emportant les vases sacrés : « Feu ! » s'écria-t-il, « feu sur cette femme.

Une scène d'orgie qui s'est passée dans le couvent de Philippe montre l'exaltation qui s'était emparée de ces hommes. Ils s'étaient enivrés en buvant du vin des malades (car ils avaient pris également possession de l'hôpital Ste-Eugénie et en avaient arrêté les sœurs sous prétexte qu'elles disaient du mal de la Commune), et ils devaient sur la manière dont on se débarrasserait des otages. Chacun des convives inventait un supplice nouveau et renchérissait sur l'invention de son voisin.

Le conseil de guerre a reconnu à l'unanimité les trois accusés coupables et les a condamnés à la peine de mort.

Le même jour, le 6^e conseil, présidé par le colonel de Montlebert, a condamné à la peine de mort la nommée Célestine Clairiot, âgée de 20 ans, accusée d'avoir participé à un assassinat commis le 26 mai 1871, au cours de la Roquette sur un individu resté inconnu.

On se rappelle cette scène du 26 mai : des fédérés amenèrent à la prison de la petite Roquette un malheureux que l'on disait un gendarme. Là, une cour martiale, composée de jeunes gens de 16 à 18 ans, ivres, les bras nus, armés d'une table chargée de bouteilles, siégeait dans l'arrière-garde. Ce fut là qu'on entra ce malheureux et qu'après un court interrogatoire il fut condamné à mort. Comme ce malheureux, qui eut une attitude digne et courageuse, disait qu'il était père de trois enfants, ces malheureux l'insultèrent par des plaisanteries obscènes sur la fécondité de sa femme.

Deux témoins ont déclaré avoir vu entrer la fille Clairiot avec l'escorte qui amenait le prisonnier. Elle portait un fusil à la main et avait une cartouche dans la ceinture. Pendant qu'on débarrassait le sort de la victime, elle restait dans la cour de la prison, jouant avec les fédérés. Quand le peloton sortit, elle Clariot discutait avec un officier pour en avoir le commandement. Elle suivit le peloton d'exécution, en tenant son fusil sur son épaule et se dévoua, au commandement, à l'unanimité, à prononcer la peine de mort.

Voici le texte de la communication faite à l'Assemblée par M. le ministre des affaires étrangères :

« Nous avons l'honneur de présenter à l'Assemblée nationale et de soumettre à son approbation la convention conclue entre le gouvernement de la République d'Allemagne, pour régler les termes et les conditions du paiement par la France des sommes qu'elle doit encore et de l'évacuation de son territoire par les troupes allemandes.

« On sait que les 5 milliards mis à notre charge par les traités, 2 milliards ayant été soldés depuis le 1^{er} mai de la présente année, les 3 milliards qui restent dus, ne sont pas exigibles avant le 2 mars 1874, et un corps de troupes, fixé à 30,000 hommes, doit occuper jusqu'à la même époque six départements de la frontière de l'Est, ainsi que la forteresse de Belfort et son territoire.

« Mais les préliminaires de Versailles, qui contiennent des dispositions stipulant également la possibilité de substituer à la garantie territoriale existant dans l'occupation partielle du territoire français, une garantie financière, si elle était offerte par le gouvernement allemand, nous ont permis de conclure avec l'Allemagne. » D'où il paraissait résulter qu'il existe une proportion nécessaire entre le montant des engagements financiers et l'étendue de l'occupation territoriale.

« Ainsi, lorsque nous avons annoncé au gouvernement l'intention de négocier sur cette base, a-t-il été reconnu d'un commun accord que l'acquisition graduelle de nos engagements devait être suivie d'une évacuation graduelle de la portion de notre territoire encore occupée. Notre libération territoriale est donc liée, messieurs, à notre libération financière.

« Les dispositions en sont fort simples.
« D'abord, un demi-milliard devra être payé deux mois après la ratification, et les départements de la Marne et de la Moselle, ainsi que les départements de la Meuse et de l'arrondissement de Belfort suivront le paiement du troisième milliard ; mais la France restera toujours maîtresse de devancer l'époque de ces trois paiements, et par là de déterminer immédiatement, dans l'ordre qui vient d'être indiqué, la libération de nos territoires.

« Après le second milliard acquitté, les départements des Ardennes et des Vosges seront évacués. Si, au lieu de cela, les départements de la Meuse et de l'arrondissement de Belfort suivront le paiement du troisième milliard ; mais la France restera toujours maîtresse de devancer l'époque de ces trois paiements, et par là de déterminer immédiatement, dans l'ordre qui vient d'être indiqué, la libération de nos territoires.

« Après le second milliard acquitté, les départements des Ardennes et des Vosges seront évacués. Si, au lieu de cela, les départements de la Meuse et de l'arrondissement de Belfort suivront le paiement du troisième milliard ; mais la France restera toujours maîtresse de devancer l'époque de ces trois paiements, et par là de déterminer immédiatement, dans l'ordre qui vient d'être indiqué, la libération de nos territoires.

tion des territoires occupés. Ainsi, dans quelques semaines, la Marne et la Haute-Marne seront évacuées. Si nous nous rapportons à l'expérience du dernier emprunt, les Ardennes et les Vosges le seront avant le printemps de l'année prochaine.

« Quant au troisième milliard, deux moyens de l'acquiescer peuvent être à notre disposition.
« Il est possible que les ressources de l'emprunt, grâce à quelques combinaisons de banque, nous permettent d'en verser le montant entre la fin de 1873 et le commencement de 1874. Ou bien comme c'est le cas dernier paiement que s'applique l'expression de la possibilité de substituer une garantie financière à la garantie territoriale, nous obtiendrons par cette voie, et au moins pour la même époque, l'évacuation des départements de la Meuse et de la Moselle et de Belfort, c'est-à-dire l'évacuation totale du territoire de la France.

« Tout dépend, vous le voyez, messieurs, de la facilité que nous trouverons à anticiper nos paiements, c'est-à-dire que tout dépend de la puissance de notre crédit, du bon ordre de nos finances, enfin de notre sagesse.

« Aussi longtemps que durera encore l'occupation, les départements successivement évacués seront neutralisés, et de même que les départements qu'ils occupent, d'autres ouvrages que ceux qui existent actuellement, nous ne pourrions, pendant le même temps, rien ajouter aux fortifications existantes dans les départements dont nous reprendrions la possession.

« Nous aurions voulu que la réduction de l'effectif du corps d'occupation suivit proportionnellement la diminution de l'étendue des territoires occupés. Mais l'Allemagne s'est refusée à un arrangement qui eût été financièrement très-onéreux pour elle. Elle n'est, elle a cru ne pouvoir, avec des forces aussi amoindries, se maintenir sur un territoire étranger. On devait toutefois admettre qu'en fait le chiffre de l'effectif pourrait subir des réductions. Cette hypothèse a été prévue. La diminution des troupes entraînera celle du nombre des troupes entretenues.

« Ainsi, messieurs, une évacuation graduelle qui va commencer pour un tiers, sera opérée aux deux tiers dans dix mois, et, nous l'espérons, dans les dix mois qui suivront, si nous ne venons à éprouver des difficultés, nous ne devons en croire les espérances que nous venons de toutes parts, être accomplies plus tôt encore, au moyen des ressources de l'emprunt et des combinaisons financières qui serviront de garantie.

« Nous avons pensé que cette importante négociation ne devait pas être différée plus longtemps.
« La paix qui règne en Europe, la politique de modération qui prévaut dans tous les cabinets, le complet rétablissement de l'ordre et de la tranquillité en France, la reprise du travail, le retour de la prospérité publique, la solidité éprouvée de notre crédit, enfin dans comme au dehors les plus assurés témoignages, tout nous donne la conviction que le formidable effort nécessaire pour opérer notre libération doit être accompli dans les conditions les plus favorables. Il s'opérera dans la plus stricte confidentialité, sans compromettre la France à consacrer de pénibles sacrifices, le monde verra la marque certaine de l'esprit pacifique dont elle est animée, et dont, nous devons le dire, l'Allemagne nous a également donné les preuves dans cette dernière négociation.

« La paix, Messieurs, était le premier objet de la mission réparatrice que la France vous a confiée. En adoptant le projet qui lui est soumis, l'Assemblée nationale aura tout à la fois consolidé la paix et assuré notre indépendance.

« Le président de la République propose à l'Assemblée nationale le projet de loi suivant qui lui sera présenté par le ministre des affaires étrangères, chargé d'exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

PROJET DE LOI.
Article unique. L'Assemblée nationale approuve et autorise le président de la République à ratifier la convention conclue entre le gouvernement de la République d'Allemagne, pour régler les termes et les conditions du paiement par la France des sommes qu'elle doit encore et de l'évacuation de son territoire par les troupes allemandes.

« Fait à Versailles, le 1^{er} juillet 1873.
« Le président de la République française, « Signé : THIERS.

« Le ministre des affaires étrangères, « Signé : REMUSAT.

Texte de la convention.

« Le président de la République française et S. M. l'empereur d'Allemagne, ayant résolu de régler, par une convention spéciale, l'exécution des articles 2 et 3 du traité préliminaire de Versailles du 26 février 1871, et de régler les conditions de la paix, de Francfort-sur-le-Main du 10 mai

dielle; au lieu de 850,000 livres sterling, auxquelles les recettes avaient été estimées, nous pouvons nous attendre à un encaissement d'un million sterling.

Ces résultats ne tiennent pas à une année extraordinaire et par conséquent passagère. Ils sont dus à l'animation générale des affaires, que la solution amiable du différend anglo-américain ne peut qu'entretenir et augmenter. L'Angleterre peut donc compter sur une année exceptionnelle de prospérité.

Un journal anglais publie la réponse suivante du prince de Galles à l'adresse de la Ligue pour la protection du travail, à l'occasion de la visite du prince au musée d'histoire naturelle de Londres :

« Marlborough House, 28 juin. — Sir William Knollys est prêt à la prière de la Ligue de transmettre ses remerciements aux ouvriers de l'est de Londres pour l'adresse qu'ils lui ont envoyée à l'occasion de l'ouverture qu'il a faite du musée de Bethnal Green, et pour l'accueil qu'il a reçu de cette occasion. Son Altesse Royale est très sensible à leurs félicitations et à leurs vœux pour sa prospérité, et à leurs manifestations de contentement qu'ils ont fait échoir en la voyant venir au milieu d'eux dans le dessein de favoriser leur instruction et leur récréation. Le prince voit avec plaisir réel qu'ils apprécient les avantages qu'ils retirent de leurs pratiques que leur fournira le musée. Il se félicite de voir les ouvriers de l'est de Londres s'identifier avec les sentiments exprimés par son respectable père, en 1851, quand il a dit : « Que ces avantages ne peuvent se réaliser qu'en proportion de l'assistance que nous sommes disposés à nous prêter les uns aux autres. »

Bulletin de la bourse de Londres.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

1^{er} juillet. — La bourse est calme et le chiffre des affaires peu considérable. Cependant le ton du marché est ferme et les prix de samedi se maintiennent facilement.

Le coton peut être attribué à différentes causes. Nous sommes à la fin d'un semestre et par conséquent au moment des règlements de compte. Toujours, à pareille époque, le chiffre des affaires se restreint. De plus, les spéculateurs, avant de se lancer dans des opérations importantes, attendent le nouveau rapport français. Quant à la fermeté des prix et à leur tendance à la hausse, elle s'explique par la grande prospérité du pays, prospérité démontrée par le tableau des recettes publiques publié samedi dernier, par la circulation toujours plus grande sur les chemins de fer et par l'abondance de l'argent.

Les consolidés anglais ont monté d'un seizième, mais les valeurs étrangères sont restées stationnaires.

On a coté les fonds anglais : 3 p. c. consolidé de 92 1/2 à 92 3/8 au comptant et de 92 9/16 à 92 1/16 à terme; 5 p. c. rédimé et le nouveau 92 1/4 à 92 3/8; dito 4 p. c. de l'Inde, 105 1/2 à 106; dito 5 p. c. de l'Inde, 109 1/2 à 109 3/4.

Rente française 3 p. c. 53 1/2 à 53 3/4; id. 6 p. c. 1870 97 3/4 à 98 1/4; id. 5 p. c. 212 1/2 à 214 prime.

Les actions des chemins de fer anglais n'ont eu aucun mouvement qui méritât d'être signalé.

Les valeurs américaines, tant de celles des sociétés publiques que dans les chemins de fer, maintiennent leurs prix de la semaine dernière et ont une légère tendance à la hausse. L'Érie a monté de 1/4, le Central Illinois de 1/2.

La Banque a reçu peu de demandes d'escompte. Il en a été de même des changeurs, qui traitent facilement à 2 3/4 et 2 7/8.

NOUVELLES DE SUISSE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Genève, 29 juin.

Le télégraphe a dû vous porter dès hier d'excellentes nouvelles sur la conférence de Genève et l'affaire de l'Alabama. C'est fort heureux pour les reporters qui, depuis quinze jours et plus, étaient sur des éperons. Vraiment les diplomates ont dû garder leur secret avec une discrétion remarquable.

Nous étions réduits aux conjectures les moins fondées sur l'issue des négociations. Deux faits nous avaient cependant frappés ces jours derniers : d'abord l'installation dans des maisons particulières des membres de la conférence qui étaient descendus dans des auberges, preuve évidente qu'ils comptaient prolonger leur séjour et que, par conséquent, l'on était déjà d'accord sur les points essentiels. En second lieu, M. le comte Solopis, le président de la conférence et l'homme du moment qui tenait le plus au succès des négociations, paraissait rayonnant, et tout en restant fort boutoné, ne cachait pas sa joie. Enfin, ceux qui guettaient l'entrée des plénipotentiaires racontaient que, dans la dernière séance, l'Anglais et l'Américain étaient arrivés avec des liasses de documents imprimés, et ceux qui savent tout ajoutaient que ces brochures ou ces volumes avaient été fabriqués à la dernière minute et tirés à deux exemplaires seulement par des typographes envoyés d'Angleterre; on se défiait peut-être de la célérité ou de la discrétion des Genevois.

Quoi qu'il en soit, le voile est enfin déchiré et l'a été pour tout le monde. Il y avait deux grands points sur lesquels on n'était pas d'accord. L'Amérique demandait des dommages indirects refusés, disait-on, par l'Angleterre. L'Angleterre demandait un ajournement de plusieurs mois non accordé, pensait-on, par l'Amérique. — Qu'a fait le tribunal, sur la proposition de M. Solopis ? Il a repoussé à la fois la demande de l'Amérique et celle de l'Angleterre. Sur quoi l'Angleterre et l'Amérique se sont déclarées satisfaites et ont trouvé que le tribunal avait parfaitement raison.

Souvenez-vous, je vous prie, de ces choses graves en termes trop vifs et trop nets, la diplomatie a l'art de jeter sur les questions de légères nuages qui empêchent les amours-propres d'être offensés. Ils ont dit, en termes très-musclés, « qu'ils ne se proposaient pas d'émettre explicitement ni implicitement, aucun avis sur le point en controverse — mais qu'il leur paraissait évident que l'ajournement ne pouvait avoir d'autre but que de fournir aux deux gouvernements le temps de déterminer, si les réclamations en question seraient ou ne seraient pas soumises à la décision des arbitres — à leur avis cet ajournement ne pouvait arranger les choses, qu'il risquerait de ne point faire disparaître la diversité de vues entre les deux gouvernements, qu'il aboutirait peut-être même, au lieu d'un long délai qui maintiendrait entre les deux Etats une incertitude pénible, à un résultat que les deux gouvernements ne manqueraient pas de déplorer l'un et l'autre également, c'est-à-dire à l'avortement complet du projet d'arbitrage. »

Ainsi le tribunal ne décidait rien, ne tranchait pas la question, mais se bornait à déconseiller l'ajournement demandé par l'Angleterre. C'était en quelque sorte — avec beaucoup de mesure, de politesse et de savoir-vivre, se déclarer compétent pour juger les réclamations avancées par l'Amérique. Or, ces réclamations avaient pour objet, la réparation de pertes classées sous les trois chefs suivants :

1^{re} Pertes éprouvées par le commerce maritime des Etats-Unis, par suite du transfert sous pavillon britannique.

2^o Elevation du taux des primes d'assurances.

3^o Prolongation de la guerre et augmentation considérable des frais de la guerre et de la répression de l'insurrection.

Eh bien, comme je vous le disais, le tribunal a repoussé ces prétentions de l'Amérique, mais avec une ingénieuse obscurité de termes qui auraient fait honneur à l'oracle de Delphes. Il n'a voulu ni juger, ni même préjuger la question; il s'est contenté d'exprimer par son réjetable père, en 1851, quand il a dit : « Que ces avantages ne peuvent se réaliser qu'en proportion de l'assistance que nous sommes disposés à nous prêter les uns aux autres. »

Sur quoi le tribunal a demandé aux Etats-Unis de vouloir bien examiner si « à l'égard des réclamations mentionnées en premier lieu, il ne saurait trouver un moyen qui dégagerait le tribunal de la nécessité de se prononcer relativement à la demande actuelle d'ajournement formulée par le gouvernement de S. M. Britannique. »

En d'autres termes, il a dit à l'Amérique : Retirez vos réclamations et l'Angleterre retirera sa demande d'ajournement.

L'Amérique a compris et a dit : Amen! Mardi dernier (c'est aujourd'hui samedi) M. B. Davis a déclaré, au nom de son gouvernement, « que la déclaration des arbitres était acceptée par le président des Etats-Unis, comme détermination de leur jugement et avis de la question importante de droit public que ces réclamations mentionnent, — et que, par conséquent, les Etats-Unis « n'insisteront plus devant le tribunal sur lesdites réclamations, et qu'elles peuvent être exclues de toute considération de la part du tribunal dans le jugement qu'il pourra avoir à prononcer, de quelque nature que puisse être ce jugement. »

L'agent anglais, lord Tenterden, a demandé alors quarante-huit heures pour obtenir du cabinet de Londres l'autorisation de retirer la demande d'ajournement. L'autorisation accordée, ce premier acte (le plus important) de la conférence a pu se dérouler dans la séance d'avant-hier par une déclaration que vous devez avoir reçue et par un discours triomphal de M. le comte Solopis qui croit l'affaire arrangée. Un délai de quinze jours a été accordé à lord Tenterden, pour qu'il puisse achever l'impression de ses pièces justificatives. D'oresnavant la conférence offrira peu d'intérêt; il ne s'agira plus que de chiffres. Aussi les reporters qui étaient venus à Genève pour la circonstance vont-ils repartir par le courrier qui vous porte cette lettre.

Ici, rien de nouveau. La loi sur le mont-de-piété a passé, l'Etat s'est fait prêter sur gages. La fête des promotions (distribution de prix aux écoles) a parfaitement réussi; le soleil, chose rare cette année, a daigné en être. La loi sur l'instruction publique est enfin présentée; elle sera discutée au mois d'août. Le synode des églises protestantes, à Paris, occupe très-fort notre ville qui, en dépit de tout, est encore la cité de Calvin; dans l'opinion du plus grand nombre, ce concile est fort maladroite; il compromet bien inutilement la cause du protestantisme en France. Les étudiants français qui apprennent la théologie à Genève ont envoyé une pétition au synode, suppliant qu'on ne leur impose point de confession de foi. Mais bah! le siège des orthodoxes était déjà fait. C'est triste pourtant que, juste trois siècles après la Saint-Barthélemy, les petits neveux des victimes de ce grand massacre, jaloux des récentes proclamations du Vatican, se réunissent dans Paris républicain pour détruire chez eux la liberté de conscience.

On lit dans le Journal de Genève, du 26 : « Le curé Chetelat, de Pontenay, a été condamné, à Porrentruy (canton de Berne), à deux mois de réclusion pour acte d'immoralité. »

NOUVELLES D'AUTRICHE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Vienne, 28 juin.

Nos organes cléricaux se sont déchaînés à leur tour à donner leur avis sur le mémoire épiscopal, dont vous connaissez la teneur essentielle. Le journal de l'archevêché de Vienne, le Volksfreund, s'étonne que les libéraux soient assez immorales pour ne pas trouver condescendants les vœux des princes de l'Eglise.

Ces vœux, dit-il, sont parfaitement conciliables avec les lois mondiales existantes. Mais, pour le prouver, il se borne à poser des interrogations qui ne trouvent rien.

Si cet avis du Volksfreund est celui de l'épiscopat, il est indubitable que sur ce terrain-là le clergé ne s'entendra jamais avec la majorité constitutionnelle. Toute la presse libérale est unanime à le déclarer et à repousser comme injurieux le soupçon que le parti qu'elle représente pourrait être assez mal avisé pour se faire illusion sur les demandes des évêques.

Le gouvernement ne prendra pas davantage le change, et je crois pouvoir affirmer qu'il est décidé à ne pas tenir compte des revendications de l'épiscopat.

Au sujet de l'article du Lloyd de Pesth, sur l'entrevue à venir entre François-Joseph et Guillaume I^{er}, je suis en mesure de rectifier l'hypothèse que cet article exprime les vœux du gouvernement austro-hongrois. Le Lloyd s'est donné à tort l'air de parler au nom du département des affaires étrangères. Son langage contre la Russie est à mettre sur le compte de sa propre russophilie. D'un bout à l'autre l'article du Lloyd n'est à considérer que comme un travail de la rédaction.

Il est du reste certain que l'archiduc Guillaume, chef de l'artillerie, se rendra prochainement en Russie pour y assister, aux environs de Krasnoé Sélo, à des manœuvres de troupes. Cette circonstance témoigne assez des bons rapports entre les cabinets de Saint-Petersbourg et de Vienne.

Quand bien même ce voyage n'aurait pas pour conséquence, comme on l'affirme, la visite d'un grand-duc de Russie à la cour de Vienne, il atteste encore que les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Russie sont loin d'être tendues, et que l'entrevue projetée de Berlin n'a pas de signification inquiétante pour le gouvernement du Czar.

Quant au bruit d'après lequel l'empereur Alexandre II viendrait ici, lors de l'exposition, il est simplement conjectural, et il en est de même apparemment pour les rumeurs qui nous promettent la visite, à l'époque de l'exposition, du roi Victor-Emmanuel. Ce sont des on-dit prématurés.

A ces visites et à d'autres du même genre se rattache la version qui attribue au ministère commun l'intention de demander, à titre de dépenses extraordinaires de la cour, un million et demi de florins pour les frais qui résulteraient de la présence à Vienne de souverains étrangers. Cette version n'a pas le moindre fondement. Il s'agit de fonds à affecter aux fêtes qui il y aurait lieu de donner en l'honneur d'hôtes princiers de François-Joseph seraient prélevés sur la cassette impériale. Ce ne serait en aucun cas des délégations à s'occuper de la liste civile, laquelle doit être déterminée par les législatures de Vienne et de Pesth.

Les succès des déistes arrachent force gémissements aux organes de la gauche magyare. Comme bien vous pensez, c'est « le jésuitisme légal, l'absolutisme, la bureaucratie » qui inflige à l'opposition les échecs qui la découlent.

Les organes tchèques s'associent aux jérémiades de la gauche hongroise. Ce qui les peine le plus, c'est que « leurs plus proches frères, les Slovaques, n'ont pas réussi à faire passer un seul de leurs hommes de confiance. » Ils sont en effet bien intéressants les Slovaques, surtout vu de près.

Il paraît néanmoins que l'opposition magyare a été un peu plus heureuse dans les dernières élections. Serait-elle plus à l'heure qu'il est : 186 déistes, 33 membres des deux fractions de la gauche.

Quoi qu'il en soit, la fusion entre les unionistes et le parti national de Croatie est un nouveau débile pour la gauche du futur Parlement de Hongrie, si tant est que le pacte conclu entre les deux partis croates soit respecté de part et d'autre.

Deux candidats ultracatholiques, le comte Albert Apponyi et l'ancien taverneux, M. le baron Paul Sennyey, ont réussi, comme candidats déistes, à se fauiler dans la chambre des Députés.

Le principal chef de la gauche, M. Giczey, a été élu à Comorn. Par différence pour cet honorable candidat, les déistes avaient renoncé à leur contre lui.

Dans sa séance d'hier, la Diète d'Agram s'est constituée. M. Mazuranic, autrisme ministre sous M. de Schmerling et appartenant au parti national modéré, a été élu président à l'unanimité. Son élection est, ainsi qu'il l'a fait ressortir lui-même, une preuve des dispositions conciliantes des partis. Il a déclaré accepter la loi sanctionnée par S. M.

Aujourd'hui la Diète dira des députés pour le Parlement de Hongrie, à moins qu'elle ne se décide à discuter d'abord une Adresse à la couronne.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Madrid, 29 juin.

La Gazette a publié ce matin le décret royal relatif à la dissolution du Sénat et du Congrès des députés. Les nouvelles Cortes se réuniront le 15 septembre et les élections générales auront lieu le 24 août en Espagne, dans les îles Canaries et à Puerto-Rico.

L'ancienne majorité, après avoir protesté déjà avec énergie, compte se réunir de nouveau au sein du soir, et on lui prête le projet de vouloir tenir ses séances dans une ville de province. Elle n'ose le faire à Madrid parce que les volontaires de la liberté sont bien décidés à s'opposer par la force à cette velléité.

On attribue les événements de Xérès au parti qui vient de tomber si honteusement du pouvoir; ces conservateurs de nouvelle espèce ont soldé quelques individus connus par leurs tendances socialistes et dont la conduite devait naturellement alarmer les esprits dans une ville riche comme Xérès. L'émigration a été considérable ces jours-ci; néanmoins l'ordre n'a plus été troublé.

Le ministère va octroyer une amnistie pour tous les délits de presse; les signataires du manifeste du duc de Madrid qui furent emprisonnés et mis en jugement au mois d'avril dernier seront appelés à jouir des bénéfices de cette amnistie.

Nous avons aujourd'hui peu de nouvelles de l'insurrection carliste; on dément le fait de l'entrée du général Callesman.

S'il faut en croire la Gazette, les bandes qui parcourent encore la Navarre et les provinces basques diminuent tous les jours; dans l'Aragon, le brigadier carliste Cortés, le commandant Ferrer et un autre chef ont été faits prisonniers.

Le journal officiel ne dit pas un mot de la Catalogne. De ce côté, la situation n'est pas satisfaisante, et il faudra envoyer des forces considérables si l'on veut en finir promptement avec l'insurrection.

Le roi Amédée va prochainement entreprendre une excursion dans les provinces du Nord; durant son absence, la Reine et ses enfants iront habiter la résidence royale de l'Escurial.

Le conseil des ministres a accepté la démission présentée par le général comte de Valmaséda de ses fonctions de gouverneur général de l'île de Cuba. Pour le moment, il ne sera pas pourvu à son remplacement et le second commandant général remplira par intérim les fonctions de capitaine général.

Sous le dernier ministère, le maréchal Concha s'était beaucoup pour être de nouveau appelé à ce poste, mais de tous côtés sont arrivées les plus énergiques protestations.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

France.

Paris, mardi, 2 juillet.

Le sentiment général des journaux sur le traité est qu'on ne pouvait pas attendre autre chose de la Prusse.

On espère l'adoption du traité sans discussion.

Angleterre.

Londres, lundi, 1^{er} juillet.

La Chambre des Communes, par 265 voix contre 246, a rejeté l'amendement des Lords qui voulait rendre le bill sur le scrutin secret provisoire; tous les autres amendements ont été adoptés ou rejetés, selon qu'ils ont été approuvés ou combattus par le gouvernement.

Londres, mardi, 2 juillet.

Il a été retiré de la banque 446,000 livres.

Liverpool, jeudi, 27 juin.

Le steamer Syria est arrivé.

Europe centrale.

Berne, lundi, 1^{er} juillet.

Les Chambres fédérales ont ouvert aujourd'hui la session ordinaire d'été.

A l'occasion du renouvellement des bureaux il y a eu grande lutte entre les révisionnistes et les antirévisionnistes.

Le conseil national a nommé président M. Friedrich (Genève), et vice-président M. Wirth-Sand (Saint-Gall), tous les deux révisionnistes.

Le conseil des Etats a nommé président M. Kappeler (Zürich), révisionniste, et vice-président M. Bogvin (Vaud), antirévisionniste.

Pesth, mardi, 2 juillet.

Le Pesti Naplo annonce qu'au prochain Reichstag, le parti Deak, sans les croates, disposera d'une majorité de deux tiers et avec les croates il aura une majorité de trois quarts.

Jusqu'à présent, il a été élu 905 deakistes et 412 membres de l'opposition.

Le parti Deak a gagné 30 districts.

Péninsule ibérique.

Madrid, dimanche, 30 juin.

On assure que MM. Gasset, Berenguer et Cordova accompagneront le Roi dans son voyage dans les provinces du Nord. M. Zorrilla ira aussi, mais pour peu de jours.

Les républicains fédéraux ont décidé, dans une réunion qui a eu lieu aujourd'hui, de combattre énergiquement tout gouvernement monarchique, et de ne pas participer aux élections jusqu'à l'établissement de la république.

Vallecas, dimanche, 30 juin.

La Gazette publie un décret qui accepte la démission de M. Valmaséda, capitaine général de Cuba, et charge M. Ceballos de l'intérim de ses fonctions.

M. Gomez Gualido, capitaine général de Puerto-Rico, est relevé de ses fonctions et remplacé par M. Simon Laforre.

M. Barrojo, président de la commission des finances d'Espagne à l'étranger, est mis à la retraite. M. Lopez Tejada le remplace.

Outre-Mer.

New-York, lundi, 1^{er} juillet.

Pendant le mois de juin, la dette des Etats-Unis a diminué de 2 millions. A la fin du mois de juin l'encaisse du trésor s'élevait à 400 millions, dont 88 millions en or et 15 en papier-monnaie.

New-York, jeudi, 27 juin.

Les steamers City Antwerp et Wisconsin sont arrivés.

New-York, lundi, 1^{er} juillet.

Agio sur l'or, cours de clôture, 113 7/8; plus haut prix, 113 7/8; plus bas, 113 5/8; change en or sur Londres, 110 0/0; id. sur Paris, 520 0/0; 5/20 bons américains (1889), 113 3/8; 5 p. c. id. (1871), 113 1/2; actions du chemin de fer illinois, 113 1/2.

139 0/0; id. Erie, 56 1/4; Chicago, 00 0/0; Central Pacific, 000 0/0; Union Pacific, 00 0/0; coton, 25 3/4.

Bulletin des bourses.

Paris, 2 juillet. — Emprunt 1871, 84-95 0/0. — Rente 3 p. c., 53 87 0/0. — Crédit mobilier français, 407-50. — Crédit mobilier espagnol, 500-00. — 5 p. c. Italien, 69-05 0/0. — Cons. turcs, 55-00. — Société Générale, 592-00. — Ch. autrichiens, 823-00. — Ottomans nov., 315 0/0. — Ch. de fer lombards, 470-00. — Id. hongrois, 320-00. — Id. Luxembourgeois, 470-00. — Id. d'Espagne, 135-00. — Espagnol int., 210-00. — Id. nouv., 30-78. — 5/20 Bons américains, 1882, 103-78. — Egyptiens, 00-00. — Morgan 499 0/0. — Lots de Paris, 251 0/0. — Prime sur l'or, 0 0/0. — Change sur Londres, 25-38 0/0. — Id. sur Amsterdam, 000 0/0. — Id. sur Hambourg, 000 0/0. — Id. sur Anvers, prime, 00-00. — Franco-hollandais, 000.

Paris, 2 juillet. — Huile de colza (100 kilogr.), courant mois, 87-00; id. août, 88-00; 4 derniers mois, 92-00; 4 premiers mois, 92-50; huile de lin courant mois, 100-00; août, 99-00; 4 derniers mois, 95-00; farines 8 marques, sac de 158 kilos, courant mois, 72-75; id. août, 69-50; 4 dern. mois, 63-50.

AMSTERDAM, 2 juillet. — Ant. rente pap. mai, 57 3/8. — Id. argent, janv., 64 1/4. — Lots autr. (1860), 565 0/0. — Id. (1864), 455 3/4. — Lots hongr. (1860), 114 3/4. — Consolidés turcs (1865), 52 0/0. — 5/20 bons américains (1882), 98 1/16. — Espagne int., 25 11/16. — Id. ext., (1869), 30 1/8. — Id. différ., 25 11/16. — Pays-Bas, 2 1/2. — Mexique (1870), 00 0/0. — Change Londres, 00 0/0. — Paris, 00 0/0. — Franc., 000 0/0. — Hamb., 00 0/0. — Pérou, 78 13/16. — Ottomans, 100 1/2. — Portugal, 41 7/16. — Banque hollandaise, 000 0/0 à 000 0/0.

LONDRES, 2 juillet. — Consol. angl. 92 1/2 à 92 3/8. — 5/20 bons amér. 1882 94 0/0 à 00 0/0. — Chem. de fer Illinois, act. 000 0/0 à 000 0/0. — Id. Erie, act. 44 1/4 à 44 1/2. — Consol. turcs, 5 p. c. 1865, 54 7/8. — Id. (1869), 52 0/0 à 00 0/0. — Espagne int., 25 11/16. — Id. ext., 29 1/4 à 29 3/8. — 5 p. c. Italien, 68 1/4 à 00 0/0. — Chem. de fer Sambre-et-Meuse 00 0/0 à 00 0/0. — Rotterdam-Amers., 49 0/0 à 20 0/0. — N.-Amér.-Lige 00 0/0 à 00 0/0. — Luxembourgeois 17 1/8 à 17 3/8. — Lombards, 48 5/8 à 48 7/8. — 5 p. c. français, 2 1/4 à 2 1/2. — 5 p. c. amér. 1871, 00 0/0 à 00 0/0. — Pérou, 00 0/0 à 00 0/0. — Change sur Paris, 25-75. — Sur Hambourg, 43-14 0/0. — Sur Anvers, 25-60. — Rente française, 00 0/0 à 00 0/0. — Rente autr. argent, 00 0/0 à 00 0/0; id. papier, 63 0/0 à 00 0/0.

LIVERPOOL, 2 juillet. — Coton. — Clôture. Marché calme. Les ventes, aujourd'hui, sont de 8,000 balles, dont 15,000 pour la spéculation et l'exportation. Middling upland, 11 1/8; id. Orleans, 11 3/8; Bengale, 5 1/2 à 6 1/8; Dhollerah, 7 5/8 à 7 3/4; Dhollerah, cap embarquement mai, 8.

BERLIN, 2 juillet. — A. R. rente pap. 58 1/4. — Id. argent 65 0/0. — Lots autr. 1860, 94 3/4. — Id. 1864, 80 1/2. — Créd. mob. autr. 200 1/2. — Chem. de fer autr. 200 1/4. — Id. Lombard 134 3/4. — Turcs, 1865, 54 7/8. — 5 p. c. Italien 67 7/8. — Act. Banque Nation., 1882, 96 0/0. — Change Amsterdam 139 5/8. — Paris, 78 1/2. — Londres 62 1/2. — Belgique 79 3/4. — Actions Bank. centr. anvers., 107 0/0. — Vienne 89 5/8. — Saint-Petersbourg 90 1/4.

BERLIN, 2 juillet. — Seigle, juillet, 49 3/8; sept., 49 3/4. — Froment, juillet, 81 1/4; sept.-oct., 73 1/4. — Huile de colza, juillet, 25 1/4; sept.-oct., 23 1/4; avr.-mai, 00 0/0.

VIENNE, 2 juillet. — Rente papier mai, 64-50. — Dito, arg. janv., 71-50. — Lots autr. (1854), 96-00. — Id. (1858) 188-50. — Id. (1860), 104-20. — Id. (1864), 145-00. — Crédit mob. autr. 229-40. — Obl. chemin de fer de Lomb.-Cern. 161 0/0. — Act. Banque Nation., 1882, 96 0/0. — Change Amsterdam 139 5/8. — Paris, 78 1/2. — Londres 62 1/2. — Belgique 79 3/4. — Actions Bank. centr. anvers., 107 0/0. — Banque angl.-autr., 304-50. — Chemin de fer de l'Est, 367-00. — Changes Londres, 41-25. — Hambourg, 81-75. — Paris, 43-55. — Napoléon d'or, 889 0/0. — Argent, 108-35.

FRANCFORT, 2 juillet. — Chem. de fer Lombard, 217 1/2. — Autriche, rente argent, janvier, 64 15/16. — Id. papier, mai, 58 1/4. — Lots autrichiens (1860), 94 3/8. — Id. (1864), 155 0/0. — Créd. mob. autr. 229 1/2. — Ch. de fer autr. 200 1/2. — Lots hongr. 134 3/4. — Id. Lombard 134 3/4. — Turcs, 1865, 54 7/8. — 5 p. c. Italien 67 7/8. — Act. Banque Nation., 1882, 96 0/0. — Change Amsterdam 139 5/8. — Paris, 78 1/2. — Londres 62 1/2. — Belgique 79 3/4. — Actions Bank. centr. anvers., 107 0/0. — Banque angl.-autr., 304-50. — Chemin de fer de l'Est, 367-00. — Changes Londres, 41-25. — Hambourg, 81-75. — Paris, 43-55. — Napoléon d'or, 889 0/0. — Argent, 108-35.

SESSION DES CONSEILS PROVINCIAUX. — Brabant. Séance d'ouverture du 2 juillet. (Présidence de M. DOMIS DE SEMERFONT, doyen d'âge.) La séance est ouverte à onze heures un quart. M. DUBOIS-THORN, gouverneur, occupe le siège qui lui est réservé, ainsi que le greffier provincial, M. Desaigns. Les secrétaires provisoires sont MM. Eug. Goblet et Nerinckx. M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le gouverneur. M. DUBOIS-THORN se félicite de retrouver au conseil les membres de la dernière assemblée. Il en assure bien pour la gestion des affaires provinciales. Il appelle l'attention du conseil sur une question qu'il considère comme très-importante et que l'on a appelée la question des chemins de fer. L'augmentation, dans une forte proportion, le volume actuel d'entretien, et le conseil aura à examiner quel est le meilleur des systèmes à adopter pour arriver à ce résultat. Au nom du Roi il déclare ouverte la session du conseil provincial. Le discours de l'honorable gouverneur est accueilli par de vifs applaudissements. L'assemblée valide ensuite, sans discussion, les pouvoirs des conseillers élus. Elle procède à la formation de son bureau. Son élus : Président, M. Albert Picard; vice-président, M. Fize. Secrétaire, MM. Veydt et Mascart. Questeurs, MM. Dugnoille et Guillery. Le bureau définitif est installé. La séance se termine par la nomination de la députation permanente.

ÉTAT civil de Bruxelles.

Naissances, 29. — 1. — Roelants, propriétaire, 30 ans, épouse Maïson, rue de l'Abbaye, 15. — 2. — Schuerbeek, — Smeesters, serrurier, 42 ans, épouse Vanrossum, rue du Pacheco, 4. — 3. — Degroef, cocher, 23 ans, rue du Pacheco, — Maes, terrassier, 2

SAISON D'ÉTÉ
1872

Les Eaux salines et muriatiques de Hombourg sont recommandées par les plus célèbres médecins comme un remède efficace contre les maladies de l'estomac, des intestins et du foie.

L'établissement des Bains comprend le service hydrothérapique, les Bains et Douches de gaz acide carbonique, les Bains salins avec addition d'eaux-mères, la cure de petit-lait.

Le calme, la fraîcheur du pays, l'air vif et pur des montagnes, la variété des excursions et des promenades, tout concourt au rétablissement de la santé.

BAINS DE HOMBURG

PRES FRANCFORT-SUR-MEIN.

SAISON D'ÉTÉ

Le KURSAL réunit, dans son enceinte, les SALONS de CONVERSATION et de LECTURE, la GRANDE SALLE de BAL et de CONCERT, le Restaurant, tenu par CHEVET de Paris, et le GRAND CAFE, contenant plusieurs billards.

Toute l'année, à Hombourg, on joue le Trente et Quarante avec le demi-refait, et la Roulette avec un seul zéro.

L'excellent Orchestre, dirigé par le maître de chapelle Garbé, se fait entendre trois fois par jour: le matin, aux Sources à midi et le soir, dans les Jardins du Kursal. — Réunions dansantes, MAGNIQUE TRÉFILERIE, chef-d'œuvre de bon goût, de confort et d'élégance. — Pendant la haute saison, Opéra Italien avec M^{lle} Adella Patti, Scialchi, MM. Stagno, Verger, etc.; deux représentations par semaine.

Les familles étrangères trouvent à Hombourg un grand nombre de Villas et d'Hôtels meublés avec le luxe le plus confortable.

Station télégraphique.

On se rend de Bruxelles à Hombourg par le chemin de fer en douze heures, en passant par Cologne, Mayence et Francfort.

De Francfort à Hombourg, le trajet se fait en chemin de fer en une demi-heure. — Il y a neuf convois par jour, aller et retour.

BAINS DE MER DE MONACO

SAISON D'ÉTÉ

La rade de MONACO, protégée par ses promontoires, est une des plus paisibles de la Méditerranée. La chaleur y est toujours tempérée par les brises de mer. Le fond de la plage, ainsi qu'à TROUVILLE, est garni d'un sable fin d'une exquise souplesse au contact. CABINES élégantes et bien aérées.

BAINS D'EAU DOUCE et BAINS DE MER CHAUDS.

GRAND HOTEL DES BAINS sur la plage. — Appartements parfaitement meublés. — Pension modérée pour familles.

LE SEUL BAIN DE MER possédant un CASINO, qui offre à ses hôtes les mêmes distractions et agréments que les établissements des bords du Rhin.

La Roulette s'y joue avec un seul zéro: le minimum est de 5 francs, le maximum de 6,000 francs.

Le Trente-et-Quarante ne se joue qu'à l'or. Le minimum est de 20 francs, le maximum de 12,000 francs.

CABINET DE LECTURE où se trouvent toutes les publications Françaises et Etrangères. — CONCERT l'après-midi et le soir. — Orchestre d'élite.

Les JARDINS DE MONTE CARLO, qui s'étendent en terrasses du CASINO à la mer, offrent, outre les points de vue les plus pittoresques, des promenades agréables au milieu des Palmiers,

des Caroubiers, des Cactus, des Aloès, des Géraniens, des Lauriers-rose, des Tamarins et toute la flore d'Afrique.

GRAND HOTEL DE PARIS, à côté du CASINO. Cet Hôtel, l'un des plus somptueux et des plus confortables du littoral de la Méditerranée, a été considérablement agrandi. BEAUX APPARTEMENTS. Magnifique SALLE A MANGER, SALON DE RESTAURANT, GRAND CAFE avec BILLARDS. — CABINETS PARTICULIERS. — CUISINE FRANÇAISE.

La ville et la campagne de MONACO renferment des HOTELS, des MAISONS PARTICULIÈRES et des VILLAS, où les voyageurs trouvent des appartements à des prix modérés. — STATION TÉLÉGRAPHIQUE.

Le trajet de MARSEILLE à MONACO se fait en 7 heures.

Depuis l'ouverture de la ligne de la Ligurie on se rend par chemin de fer de GENES à MONACO en 7 heures.

De TURIN en 12 heures.

De MILAN en 12 heures.

De FLORENCE en 18 heures.

De VENISE en 19 heures.

De ROME en 28 heures.

De NAPLES en 36 heures.

Plusieurs départs amènent les voyageurs de NICE à MONACO. Le trajet se fait en TRENTA MINUTES.

BAINS ET EAUX THERMALES.

DOUCHES DE GAZ ACIDE CARBONIQUE.

BAINS DE HOMBURG

PRES FRANCFORT-SUR-LE-MEIN.

Tous les agréments de Wiesbaden et Hombourg. — Correspondance avec tous pays. — Télégraphes.

Trajet en 33 minutes.

104, rue Richelieu, 104

LE MONITEUR

DES TIRAGES FINANCIERS

4

FR. PAR AN.

Qui ne paraissait que deux fois par mois

PARAIT MAINTENANT chaque semaine le Jeudi

SANS AUGMENTATION DE PRIX

Exécution des Ordres de Bourse. — Encaissement de Coupons. — Echange et libération de Titres. — Souscriptions.

La maison ne reçoit pas de fonds en dépôt et ne fait pas d'avances sur titres

104, rue Richelieu, 104

Eau de Chelle

GUÉRIT MALADIES de poitrine, d'estomac et du sang, chlorose, pertes, hémorrhagies. Se vend PARTOUT: à LONDRES, BRUXELLES, NEW-YORK, RIO, MADRID, etc. PARIS, 35, rue Lamartine.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DES PLATEAUX DE HERVE

(CHENÉE A Verviers, PAR VAUX-SOUS-CHEVREMENT, BEYNE-HEUSAY, FLÈRON, MICHEROUX, HERVE, BATTICE, CHAINEUX, PETIT-RECHAM, DISON ET HODIMONT.)

EXPLOITATION PAR L'ÉTAT BELGE, A RAISON DE 50 P. C. DE LA RECETTE BRUTE.

EMISSION PUBLIQUE DE 7,000 OBLIGATIONS

Au taux nominal de fr. 300, remboursables à 625 francs, CONFORMÉMENT AU TABLEAU D'AMORTISSEMENT ANNEXÉ AUX TITRES, ET RAPPORTANT UN INTÉRÊT ANNUEL DE 25 FRANCS, Payable le 1^{er} février et le 1^{er} août de chaque année, à BRUXELLES et à LIÈGE.

Ces 7,000 Obligations forment le solde des 12,500 Obligations émises le 1^{er} août 1869.

Capital actions: Fr. 6,250,000. Capital obligations: Fr. 6,250,000.

LONGUEUR DE LA LIGNE: 31 KILOMÈTRES 400 MÈTRES.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Les obligations sont émises au prix de 465 francs, plus les intérêts courus du 1^{er} janvier au 10 juillet 1872, soit fr. 11-11, intérêts dont les souscripteurs se trouveront remboursés par le coupon échéant le 1^{er} août prochain.

Les souscripteurs auront la faculté de ne verser, au moment de la souscription, que la somme de 65 francs par obligation souscrite, et de se libérer de tout ou partie du solde à leur convenance jusqu'au 31 décembre prochain. S'ils usent de cette faculté, ils auront à payer, lors du règlement, l'intérêt courant, et, d'autre part, il leur sera tenu compte d'un intérêt de 5 p. c. sur la somme de 65 francs.

Au prix de 465 francs, le revenu de l'obligation est, par conséquent, de 5 3/8 p. c., non compris l'avantage de l'amortissement.

Un droit de préférence est accordé aux détenteurs des 5,500 obligations de la même série précédemment émises, et les souscripteurs de la totalité des 12,500 obligations ont le droit de souscrire, en cas de souscription publique, pour toutes les nouvelles obligations dont la création viendrait à être décidée, par suite d'extensions ultérieures de la ligne.

Pour ne pas soumettre les souscripteurs à des déplacements de fonds qui deviendraient inutiles dans le cas où leurs demandes devraient être réduites, on admettra, à titre provisoire, un dépôt de valeurs pour le versement de 65 francs.

LA SOUSCRIPTION SERA OUVERTE LE 9 ET LE 10 JUILLET PROCHAIN, DE DIX HEURES DU MATIN À UNE HEURE DE L'APRÈS-MIDI, A BRUXELLES, chez MM. Coumont Simonson et C^{ie}; A LIÈGE, à la Banque Liégeoise; A GAND, chez M. Canyn, banquier.

Si le chiffre des souscriptions dépasse le nombre de 7,000 obligations, il sera procédé à une réduction proportionnelle, sous réserve du droit de préférence stipulé ci-dessus au profit des anciens porteurs d'obligations.

Les titres définitifs pourront être délivrés immédiatement après la souscription. Ils figurent à la cote officielle des Bourses de Bruxelles et de Liège et y font l'objet de transactions quotidiennes.

MARIAGES RICHES

S'adresser à Mme de SAINT-JUST, de 1 heure à 5 heures, 32, rue Maubeuge, Paris.

DRACÈS DE GELIS ET CONTÉ

Approuvés par l'Académie impériale de médecine de Paris.

Deux rapports académiques et de nombreuses expériences anciennes et récentes ont démontré l'efficacité de ces dragées sur tous les états fébriles, et leur efficacité contre les pâles couleurs, les pertes blanches; pour fortifier les constitutions lymphatiques, régulariser la menstruation et combattre toutes les maladies qui ont pour cause l'appauvrissement du sang.

Les véritables DRACÈS DE GELIS ET CONTÉ, l'œuvre de deux hommes de science, sont livrés en boîtes carrées, revêtues d'étiquettes soignées et scellées par une bande portant la signature de M. LADELONNE, dépositaire général à Paris, rue d'Alger, 99.

Dépôt à Bruxelles, chez Ch. DELACRE, pharmacie anglaise, et dans les principales pharmacies de chaque ville.

Tratté pratique des organes génito-urinaires.

LA PRESERVATION PERSONNELLE.

Essai populaire sur la guérison de la débilité nerveuse et physique, et les infirmités secrètes, suites d'abus précoces ou excès qui épuisent prématurément les fonctions de la vie, et compromettent le bonheur du mariage, par le Dr S. LAMERT, 37, Bedford Square, à Londres, membre du collège des chirurgiens de l'Angleterre, etc. Consultations tous les jours. Les personnes qui ne pourraient se rendre chez lui peuvent être traitées par correspondance. Les remèdes sont expédiés d'une manière secrète dans toutes les parties du monde.

La Preservazione personale, ornée de nombreuses gravures, est en vente, sous enveloppe, à l'Office de Publicité, 45, rue de la Madeleine, et dans les gares de chemins de fer. Prix: 1 franc; franco, 1 fr. 50 c.

Médaille de la Société des Sciences Industrielles de Paris

PLUS DE CHEVEUX BLANCS

MÉLANOGENE

TEINTURE PAR EXCELLENCE

de DIQUEMARE, né de Rouen.

Pour teindre à la minute, en toutes nuances, les cheveux et la barbe, sans danger pour la peau et sans aucune odeur. — Cette teinture est supérieure à toutes celles employées jusqu'à ce jour. — Fabrique à Rouen, place de l'Hôtel de Ville, 47. — Dépôt à Bruxelles, pour la vente en gros, chez M. FERRY, rue de l'Escalier, 14, et chez tous les principaux Coiffeurs et Parfumeurs.

Prix: 2 fr. 12 et 15 fr.

BOURSE DE BRUXELLES DU 2 JUILLET.		BOURSE DE BRUXELLES. (Suite).		BOURSE DE GAND DU 29 JUIN.		BOURSE DE LONDRES DU 1 ^{er} JUILLET.	
Empr. 4 1/2 p. 100	102 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 5 p. 100	103 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 5 1/2 p. 100	104 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 6 p. 100	105 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 6 1/2 p. 100	106 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 7 p. 100	107 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 7 1/2 p. 100	108 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 8 p. 100	109 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 8 1/2 p. 100	110 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 9 p. 100	111 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 9 1/2 p. 100	112 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 10 p. 100	113 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 10 1/2 p. 100	114 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 11 p. 100	115 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 11 1/2 p. 100	116 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 12 p. 100	117 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 12 1/2 p. 100	118 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 13 p. 100	119 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 13 1/2 p. 100	120 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 14 p. 100	121 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 14 1/2 p. 100	122 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 15 p. 100	123 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 15 1/2 p. 100	124 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 16 p. 100	125 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 16 1/2 p. 100	126 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 17 p. 100	127 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 17 1/2 p. 100	128 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 18 p. 100	129 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 18 1/2 p. 100	130 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 19 p. 100	131 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 19 1/2 p. 100	132 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 20 p. 100	133 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 20 1/2 p. 100	134 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 21 p. 100	135 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 21 1/2 p. 100	136 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 22 p. 100	137 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 22 1/2 p. 100	138 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 23 p. 100	139 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 23 1/2 p. 100	140 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 24 p. 100	141 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 24 1/2 p. 100	142 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 25 p. 100	143 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 25 1/2 p. 100	144 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 26 p. 100	145 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 26 1/2 p. 100	146 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 27 p. 100	147 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 27 1/2 p. 100	148 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 28 p. 100	149 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 28 1/2 p. 100	150 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 29 p. 100	151 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 29 1/2 p. 100	152 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 30 p. 100	153 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 30 1/2 p. 100	154 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 31 p. 100	155 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 31 1/2 p. 100	156 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 32 p. 100	157 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 32 1/2 p. 100	158 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 33 p. 100	159 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 33 1/2 p. 100	160 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 34 p. 100	161 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 34 1/2 p. 100	162 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 35 p. 100	163 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 35 1/2 p. 100	164 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 36 p. 100	165 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 36 1/2 p. 100	166 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 37 p. 100	167 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 37 1/2 p. 100	168 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 38 p. 100	169 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 38 1/2 p. 100	170 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 39 p. 100	171 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 39 1/2 p. 100	172 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 40 p. 100	173 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 40 1/2 p. 100	174 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 41 p. 100	175 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 41 1/2 p. 100	176 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 42 p. 100	177 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 42 1/2 p. 100	178 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 43 p. 100	179 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 43 1/2 p. 100	180 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 44 p. 100	181 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 44 1/2 p. 100	182 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 45 p. 100	183 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 45 1/2 p. 100	184 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 46 p. 100	185 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 46 1/2 p. 100	186 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 47 p. 100	187 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 47 1/2 p. 100	188 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 48 p. 100	189 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 48 1/2 p. 100	190 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 49 p. 100	191 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 49 1/2 p. 100	192 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 50 p. 100	193 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 50 1/2 p. 100	194 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 51 p. 100	195 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205
Empr. 51 1/2 p. 100	196 1/2	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205	Ch. Val-Benoît	205